

# In Extenso

**In Extenso Centre Ouest**

4 rue du tertre  
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57  
[www.inextenso.fr](http://www.inextenso.fr)

## **MARIE DURAND**

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

102, rue de la Chalouère  
49100 ANGERS

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

# In Extenso

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre  
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57  
www.inextenso.fr

## MARIE DURAND

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

102, rue de la Chalouère  
49100 ANGERS

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MARIE DURAND relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

In Extenso Centre Ouest

Signé électroniquement le 30/04/2024 par  
Grégoire Gaillard

*Grégoire GAILLARD*  
Grégoire GAILLARD

# BILAN

## Bilan Actif

RUBRIQUES	BRUT	Amort et Prov PROV	Net (N-1) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	63 739	63 356	383	1 077
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>63 739</b>	<b>63 356</b>	<b>383</b>	<b>1 077</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	261 348		261 348	261 348
Constructions	5 933 904	2 682 572	3 251 332	3 506 415
Installations techniques, matériel et outillage industriel	560 218	396 568	163 650	214 051
Autres immobilisations corporelles	2 953 889	1 847 357	1 106 531	1 148 795
Immobilisations en cours	303		303	303
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>9 709 661</b>	<b>4 926 497</b>	<b>4 783 164</b>	<b>5 130 912</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	238 084		238 084	206 776
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>238 084</b>		<b>238 084</b>	<b>206 776</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>10 011 484</b>	<b>4 989 853</b>	<b>5 021 631</b>	<b>5 338 765</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
<b>CRÉANCES</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 228 454		1 228 454	683 748
Autres créances	158 967		158 967	203 746
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL créances :</b>	<b>1 387 421</b>		<b>1 387 421</b>	<b>887 494</b>
<b>DISPONIBILITÉS ET DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	-
Disponibilités	2 004 143		2 004 143	2 955 971
Charges constatées d'avance	63 205		63 205	52 493
<b>TOTAL disponibilités et divers :</b>	<b>3 067 347</b>		<b>3 067 347</b>	<b>3 008 464</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 454 768</b>		<b>4 454 768</b>	<b>3 895 959</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>14 466 252</b>	<b>4 989 853</b>	<b>9 476 399</b>	<b>9 234 723</b>

	Net (N) 31/12/2023	Net (N) 31/12/2022
<b>RUBRIQUES</b>		
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds associatif sans droit de reprise</b>	<b>239 651</b>	<b>239 651</b>
(dont leg et dons avec contrepartie d'actifs immo,subv invest affectés à des biens renouvelables)	128 418	128 418
Ecarts de réévaluation                      dont écart d'équivalence		
<b>Réserves</b>		
Excédents affectés à l'investissement	982 852	982 852
Réserves de compensation	636 112	636 112
Réserve de trésorerie	511 406	511 406
Autres réserves	379 452	70 711
	<b>2 509 823</b>	<b>2 201 081</b>
<b>Elément en instance d'affectation</b>	- 495 303	- 327 441
<b>Résultat de l'exercice</b>	237 823	140 880
<b>TOTAL situation nette :</b>	<b>2 252 343</b>	<b>2 014 519</b>
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	75 313	81 507
Provisions règlementées	513 183	481 578
<b>TOTAL I</b>	<b>3 080 489</b>	<b>2 817 256</b>
Provisions pour risques	526 531	521 510
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES      TOTAL II</b>	<b>526 531</b>	<b>521 510</b>
Fonds dédiés	267 997	95 000
<b>FONDS DEDIES      TOTAL III</b>	<b>267 997</b>	<b>95 000</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 130 802	3 395 092
Emprunts et dettes financières divers	-	8
<b>TOTAL dettes financières :</b>	<b>3 130 802</b>	<b>3 395 099</b>
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS</b>		
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	388 486	223 772
Dettes fiscales et sociales	1 518 269	1 660 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 494	14 851
Autres dettes	517 330	507 217
<b>TOTAL dettes diverses :</b>	<b>2 470 579</b>	<b>2 405 858</b>
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES</b>	-	-
<b>DETTES TOTAL IV</b>	<b>5 601 382</b>	<b>5 800 958</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>9 476 399</b>	<b>9 234 723</b>

## Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2023	Net (N) 31/12/2022
Ventes de marchandises		
Production vendue de services	105 248	844 338
Produits de tiers financeurs	14 971 886	12 385 742
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>15 077 133</b>	<b>13 230 080</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	41 477	130 991
Autres produits	37 304	28 651
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>15 155 915</b>	<b>13 389 723</b>
<b>CHARGES EXTERNES</b>		
Achats de marchandises [et droits de douane]		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnement	374 360	328 836
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]		
Autres achats et charges externes	2 448 839	2 034 675
<b>TOTAL charges externes :</b>	<b>2 823 199</b>	<b>2 363 511</b>
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>	870 421	846 168
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		
Salaires et traitements	7 385 379	6 729 441
Charges sociales et fiscales	2 866 464	2 607 245
<b>TOTAL charges de personnel, Impots et taxes :</b>	<b>11 122 265</b>	<b>10 182 854</b>
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	586 558	629 258
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	5 021	-
Dotation fonds dédiés	172 997	
<b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>	<b>764 576</b>	<b>629 258</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	150 708	95 727
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>14 860 748</b>	<b>13 271 350</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>295 167</b>	<b>118 372</b>



## Compte de Résultat (Seconde Partie)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2023	Net (N) 31/12/2022
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>295 167</b>	<b>118 372</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>27 864</b>	<b>2 295</b>
Produits financiers de participation	27 864	2 295
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>63 420</b>	<b>49 730</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	63 420	49 730
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>- 35 557</b>	<b>- 47 435</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>259 610</b>	<b>70 937</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15 594	9 494
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	73 269
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 259	3 332
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	6 593
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	31 605	838
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 17 269</b>	<b>71 999</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	4 518	2 057
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>15 199 373</b>	<b>13 474 780</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>14 961 550</b>	<b>13 333 900</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>237 823</b>	<b>140 880</b>

## ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 9 476 399 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 237 823 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### 1 Présentation générale

Activité de l'Association : l'Association Marie DURAND a pour objet la protection et la promotion des personnes, enfants, jeunes et adultes en difficultés.

Salariés : 238.38 ETP en 2023 soit 209 CDI inscrits au 31/12/2023.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

- Etablissement Beauregard, 102 rue de la Chalouère à Angers (49100)
- Etablissement Le CAP, 12 rue des remparts à Baugé en Anjou (49150)
- Etablissement La Courte Echelle, 9 rue des Sablières à Beaupréau en Mauges (49600)

### 2 Faits caractéristiques

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 Avril 2024.

L'arrêté modificatif 2023-07-AR-0303 pérennise les 10 places provisoires inscrites dans l'habilitation de l'Association depuis 2017.

**L'habilitation est ainsi portée à 244 places.**

### 3 Présentation des comptes

Les documents dénommés « états financiers » comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice sont donnés en rappel les comptes de l'exercice précédent.

## 4 Méthode générale

### 4.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- > Du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- > Du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé non commerçantes ;
- > Du code de l'action social et des familles (CASF), pour des provisions règlementées constatées dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissements sont pour les constructions neuves :

Gros œuvre : 40 ans

Menuiseries extérieures, Electricité, Plomberie, Plâtrerie : 25 ans

Agencement intérieur (papiers peints, revêtement de sols) : 7 ans

Pour les autres immobilisations, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens.

Agencements des constructions :	1 à 10 ans
Matériels et outillages :	1 à 10 ans
Matériels de transport :	3 à 6 ans
Mobilier de bureau :	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans

#### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **4.3 Provision réglementée**

Les provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (compte 14861) et les provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (compte 14862) sont constituées en application des articles R. 314-81 et R. 314-95 du CASF.

### **4.4 Provision pour risques et charges**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **4.5 Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

#### 4.6 Engagements de départ à la retraite :

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),

L'estimation des indemnités de départ à la retraite au 31 décembre 2022 s'élevait à un montant de 483 150 €, au 31/12/2023 la nouvelle estimation est de 488 171 €, soit une dotation de provision de 5 021 €.

Pour le calcul de cette estimation a été retenu :

- La table de mortalité est INSEE 2016-2018.
- Le taux d'actualisation de 3,77 % (taux iBoxx).
- L'âge de départ à la retraite de 64 ans.
- Le taux de charges sociales de 56% pour les cadres et 50% pour les non cadres.
- La progression des salaires de 1% constant.
- Le taux de rotation est moyen faible pour les Cadres et moyen pour les non Cadres

#### 4.7 Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le crédit lié à la Stratégie Nationale de Prévention et Protection de l'Enfance (SNPPE) versé en 2022 mais non réalisé a été comptabilisé pour un montant de 95 000 € au 31/12/2022.

Au 31/12/2023, les fonds dédiés ont été dotés de 172 997 correspondants aux enveloppes budgétaires 2023 non dépensées :

- |   |           |
|---|-----------|
| - Changement de prestataire de la restauration externalisée reporté en 2024 : | 13 333 €  |
| - Valorisation de la valeur du point à 3.95 € non effectives en 2023 :        | 51 309 €  |
| - Dotation indemnité Ségur trop versée :                                      | 108 355 € |

#### **4.8 Passif éventuel**

La chambre sociale de la Cour de Cassation a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés.

Elle consacre le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident, peu importe l'origine professionnelle ou non de celui-ci, continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail pour une limite supérieure à un an.

L'association a pris note de cette décision. Cependant, le système d'information ne permet pas actuellement d'obtenir une estimation fiable de ce passif éventuel.

D'autre part à la date d'arrêté des comptes, la loi relative à la mise en conformité du droit français n'est pas encore promulguée.

#### **4.9 Contributions volontaires en nature**

Le bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas été évalué. Il est jugé non significatif et se limite à l'action des administrateurs bénévoles pour les réunions des différentes instances.

L'association ne bénéficie d'aucune mise à disposition gratuite de biens ou matériel.

#### **4.10 Régime fiscal**

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

## 5 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels	63 739			63 739
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	261 348			261 348
Constructions	5 933 904			5 933 904
Matériel et mobilier	395 750	10 952		406 702
Matériel et outillage	143 381	10 135		153 516
Installation et agencement	1 763 785	109 694		1 873 478
Matériel de transport	855 684	38 383	59 096	834 970
Matériel de bureau	176 488	68 953		245 440
Immobilisations en cours	303			303
<b>Immobilisations financières</b>	206 776	31 309		238 084
<b>Total</b>	<b>9 801 156</b>	<b>269 426</b>	<b>59 096</b>	<b>10 011 484</b>

## 6 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	D	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels	62 662	694		63 356
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	2 427 489	255 083		2 682 572
Matériel et mobilier	241 741	51 704		293 445
Matériel et outillage	83 338	19 784		103 123
Installation et agencement	1 075 372	90 798		1 166 169
Matériel de transport	464 224	126 631	59 096	531 759
Matériel de bureau	107 565	41 864		149 429
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>Total</b>	<b>4 462 391</b>	<b>586 558</b>	<b>59 096</b>	<b>4 989 853</b>



## 7 Tableau des provisions

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provision indemnités de départ à la retraite (1)	483 150	5 021		488 171
Provision Charges financières	25 550			25 550
Provision pour litige	12 810			12 810
<b>Total</b>	<b>521 510</b>	<b>5 021</b>		<b>526 531</b>

(1) Dont provision non reprise aux comptes administratifs : 369 274

## 8 Tableaux de suivi des fonds dédiés

### Subventions de fonctionnement affectées

Ressources	Situations	Montant initial (2)	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice D=A-B+C
			A	B	C	
Budget parentalité						
Crédits liés à la Stratégie Nationale de Prévention et Protection de l'Enfance (SNPPE).						95 000
Produits de tarification 2023					13 333	13 333
Changement de prestataire restauration externalisée 2023 reporté en 2024					51 309	51 309
Augmentation de la valeur du point reportée					108 355	108 355
Indemnité Laforcade trop versée						
Total		95 000			172 997	267 997



## 9 Etat des créances et des dettes

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créance de l'actif immobilisé	238 084		238 084
Créances clients	1 228 454	1 228 454	
Prêts (1)			
Subvention à recevoir			
Autres divers :	-	-	
- Formation à recevoir	42 086	42 086	
- IJSS à recevoir	92 393	92 393	
- Fournisseurs débiteurs	21 889	21 889	
- Acompte s/ immobilisations		-	
Charges constatées d'avance	63 205	63 205	
Produit à recevoir	2 599	2 599	
<b>Total</b>	<b>1 688 710</b>	<b>1 450 625</b>	<b>238 084</b>
(1) prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances		
		à moins d'un an	à plus d'un an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des Établissements de crédit dont :				
- à 2 ans maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	3 130 802	278 916	991 098	1 860 788
Dettes fourn. et cptes rattachés	388 486	388 486		
Personnels et comptes rattachés	618 351	618 351		
Dettes sociales	651 203	651 203		
Dettes fiscales	248 716	248 716		
Dettes/immos et cptes rattachés	46 494	46 494		
Autres dettes	402	402		
Avance s/ créances clients	516 929	516 929		
Produits constatés d'avance	-	-		
<b>Total</b>	<b>5 601 382</b>	<b>2 749 497</b>	<b>991 098</b>	<b>1 860 788</b>
(2) Emprunts souscrits en cours				
Emprunts remboursés en cours d'exercice.	266 578			

## 10 Tableau de suivi des fonds associatifs

Tableau de variation des fonds associatif de gestion libre

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
<b>Report à nouveau</b>	100 614		5 926	94 688
<b><u>Résultat comptable de l'exercice</u></b>	<u>-5 926</u>	<u>7 471</u>		<u>1545</u>
<b>TOTAL</b>	<b>94 688</b>	<b>7 471</b>	<b>5 926</b>	<b>96 233</b>

**Tableau de suivi des fonds Etablissement**

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
Première situation nette établie	11 232			11 232
Apport gestion libre droit de repr	100 000			100 000
Autre RAN - Subv d'investissement	128 418			128 418
	239 651	-	-	239 651
<b>Autres réserves</b>				
Excédents aff couverture BFR	511 406			511 406
Excédents aff à l'investissements	982 852			982 852
Réserve de compensation déficits	636 112			636 112
Réserve de comp chges ats	70 711	314 324	5 583	379 452
	2 201 081	314 324	5 583	2 509 823
<b>Eléments en instance d'affectation</b>				
Autres RAN - Construction	177 152		25 778	151 374
Dépenses pour Congés payés	- 522 607		109 173	- 631 780
IDR R/an Charges rejetées	- 369 274	125 534		- 243 740
Excédents affecté aux mesures exploitation	177 911		177 911	-
Résul./Contrôle Tiers Fin	103 763	25 392		129 155
RAN aff mesures d'expl.	5 000			5 000
	- 428 055	150 926	312 862	- 589 991
<b>Résultat comptable de l'exercice</b>	146 805	236 278	146 805	236 278
<b>- Total situation nette</b>	<b>2 159 482</b>	<b>701 528</b>	<b>465 250</b>	<b>2 395 760</b>
<b>Subvention invest. sur biens non renouvelables</b>				
Subvention Point du jour	17 357		1 285	16 071
Subvention Bosquet	19 800		1 200	18 600
Subvention Cedre	20 516		1 161	19 354
Subvention CV/TLS	18 440		1 776	16 663
Subvention HV	5 394		770	4 624
	81 507	-	6 192	75 313
<b>Provision règlementée</b>				
Amortissement dérogatoire	226	404		630
Réserve plus-value nette d'actif	373 318	9 400		382 718
Réserve plus-value actifs circulants	108 035	21 800		129 835
	481 578	31 604	-	513 183
<b>TOTAL</b>	<b>2 722 568</b>	<b>733 132</b>	<b>471 442</b>	<b>2 984 256</b>

## 11 Du résultat comptable au résultat budgétaire

### Gestion libre

	N° Compte	Compte	Proposé
Résultat comptable de l'exercice classe 6 - classe 7 à affecter	120 ou 129	Excédent ou Déficit	1 545

### Etablissement

	N° Compte	Compte	Proposé
Résultat comptable de l'exercice classe 6 - classe 7	120 ou 129	Excédent ou Déficit	236 278
Reprise des résultats des exercices antérieurs	11510 ou 110	Report à nouveau (solde créditeur) Effort construction 2023-2022-2021	-86 710
	1151 ou 111	Report à nouveau (solde créditeur ou débitaire)	
	115912	Report à nouveau (solde débiteur)	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	10686	Compensation des déficits d'exploitation	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	10687	Compensation des charges d'amortissement	+ 5 583
Mouvements débiteurs ou créditeurs ( - ou + ) de l'exercice comptes 116: dépenses non-opposables aux tiers financeurs	1161	Amortissements comptables excédentaires différés	
	115 922	Dépenses pour congés payés	+ 31 151
	115 912	Dépenses IDR - provisions méthode préférentielle	+ 5 021
	115 912	Dépenses IDR - provision méthode retenue	- 5 553
<b>RESULTAT A AFFECTER</b> soit $F = A - (B + C + D + E)$	Résultat administratif ou corrigé		185 770

## 12 Produits à recevoir

Formation à recevoir	42 086 €
CPAM IJSS	81 126 €
Prévoyance IJSS :	11 267 €
Produits à recevoir	2 599 €
Fournisseurs débiteurs :	21 889 €
	<hr/>
	158 967 €

## 13 Charges constatées d'avance

- Charges d'exploitation courante : 63 205 €

## 14 Détails des dettes fiscales et sociales

### a) Personnels et comptes rattachés

Rémunérations dues	83 315
Acomptes	205
Personnel dettes opposition	-
Comité d'établissement	13 694

Total 97 214

### b) Organismes sociaux

Urssaf/ Assedic	282 318
Caisse de retraite	84 894
Caisse de prévoyance	68 579
Médecine du travail	5 586
Mutuelle	12 776

Total 454 153

### c) Taxes dues sur les rémunérations

Taxe sur les salaires	51 786
Formation professionnelle	74 888
Taxe Handicapé	23 673
Effort construction	33 153

Total 183 500

### d/ Dettes concernant les congés payés

Dettes congés à payer	441 954
Provision charges sociales sur dettes congés à payer	167 943
Provision charges fiscales sur dettes congés à payer	53 034
Autres provisions	79 183
Charges sociales sur autres provisions	29 107

Total 771 221

### e) Etat, impôt à payer

Impôt à payer	12 181
---------------	--------

**TOTAL** **1 518 269**

## **15 Information concernant les contributions volontaires en nature (bénévolats, mises à disposition,)**

Néant.

## **16 Honoraire du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 12 700 €.

## **17 Concours publics et des subventions**

La dotation globale reçue par l'Association Marie DURAND est versée par le Département du Maine et Loire.

## **18 Engagement hors bilan**

### **18.1 Emprunts auprès des organismes bancaires**

Au 31 décembre 2023, l'engagement s'élève à la somme de 3 613 441 € se décomposant comme suit :

- Capital restant dû : 3 119 518 €
- Intérêts restants dus : 493 923 €

Le Département du Maine et Loire ainsi que la commune d'Angers sont garants chacun à hauteur de 50% des emprunts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour nos travaux de construction ou de réhabilitation et d'agrandissement de nos sites situés sur la commune d'Angers.

Le montant des capitaux restants dus est de 677 236 €, les intérêts restants de 248 853 €.

Le département de Maine et Loire ainsi que la société de crédit sont garants chacun à hauteur de 50 % de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour nos travaux de réhabilitation de notre site situé sur la commune de Saint Sylvain d'Anjou ainsi que l'emprunt souscrit auprès du Crédit Mutuel pour le financement des travaux d'agrandissement de la maison du Breuil.

Le montant des capitaux restants dus est de 290 140 €, les intérêts restants de 36 377 €.

Le Département du Maine et Loire ainsi que la commune de Baugé en Anjou sont garants chacun à hauteur de 50% des emprunts souscrits auprès du Crédit Mutuel pour L'acquisition de notre nouvel établissement situé à Baugé en Anjou.

Le montant des capitaux restants dus est de 962 909 €, les intérêts restants de 62 684€

Le Département du Maine et Loire ainsi que la commune de Beaupréau en Mauges sont garants chacun à hauteur de 50% des emprunts souscrits auprès du Crédit Mutuel pour L'acquisition d'établissement La Courte Echelle.

Le montant des capitaux restants dus est 1 170 483 €, les intérêts restants de 145 900€.

Le montant des capitaux non garantis est de 18 750 €.

## 19 Tableau d'évolution des effectifs moyens

	2022	2023	Var 2023-2022
Educatif (apprenti, éducateur scolaire)	138.42	145.51	7.09
Famille d'accueil	1.92	0.43	-1.49
Maitresse de maison	11.83	12.47	0.64
Surveillant de nuit	41.2	42.15	0.95
Services techniques	4.6	3.65	-0.95
Siège	29.87	34.17	4.3
<b>TOTAL</b>	<b>227.84</b>	<b>238.39</b>	<b>10.55</b>



## **20 Rémunération des cadres dirigeants**

Suivant L313-25 al 1 du CASF, les administrateurs et les cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 212-15-1 du code du travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant un établissement social et médico-social, les directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 doivent déclarer les conventions passées directement ou par personne interposée avec la personne morale dans les cas prévus aux deux premiers alinéas de l'article L. 612-5 du code de commerce et dans les conditions fixées par ce même article.

L'obligation de publier dans le compte financier les rémunérations des cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature de l'association reviendrait dans le cas présent à communiquer une information à caractère personnelle et individuelle. Cette information n'est donc pas donnée.

Les dirigeants bénévoles ne sont pas rémunérés.